

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

RECUEIL DES ARRÊTS,
AVIS CONSULTATIFS ET ORDONNANCES

AFFAIRE DU DÉTROIT
DE CORFOU

ORDONNANCE DU 17 DÉCEMBRE 1948

1948

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

REPORTS OF JUDGMENTS,
ADVISORY OPINIONS AND ORDERS

THE CORFU
CHANNEL CASE

ORDER OF DECEMBER 17th, 1948

La présente ordonnance doit être citée comme suit :
« *Affaire du détroit de Corfou, Ordonnance du 17 décembre 1948 :*
C. I. J. Recueil 1948, p. 124. »

This Order should be cited as follows :
“*Corfu Channel case, Order of December 17th, 1948 :*
I.C.J. Reports 1948, p. 124.”

N° de vente: **13**
Sales number

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

ANNÉE 1948

Ordonnance rendue le 17 décembre 1948.

AFFAIRE DU DÉTROIT
DE CORFOU

La Cour internationale de Justice,

Vu les articles 48 et 50 du Statut et l'article 57 du Règlement,

Considérant que certains points, débattus entre les Parties, rendent une expertise nécessaire,

Après délibéré en Chambre du Conseil.

Décide

I. Il sera procédé à une expertise sur les points suivants :

1) Examen de la situation du détroit nord de Corfou à la veille du 22 octobre 1946 au point de vue : *a*) de l'emplacement du chenal déminé, *b*) de l'efficacité du déminage antérieurement effectué, *c*) du risque de rencontrer dans ce chenal des mines flottantes par suite du voisinage de champs de mines anciens, avec examen des documents allemands en vue d'y rechercher des indications sur les types de mines qui y avaient été mouillées.

2) Examen des renseignements et documents concernant la navigation du *Mauritius*, du *Saumarez* et du *Volage* en vue de déterminer s'il en résulte quelques présomptions et lesquelles touchant l'identité du type des mines qu'ont heurtées ces deux derniers bâtiments et du type des mines découvertes

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

YEAR 1948.

1948.
December 17th
General List:
No. 1.

Order made on December 17th, 1948.

THE CORFU
CHANNEL CASE

The International Court of Justice,

Having regard to Articles 48 and 50 of the Statute of the Court and Article 57 of the Rules,

And to the fact that certain points have been contested between the Parties which make it necessary to obtain an expert opinion,

After deliberation,

Decides that

I. An expert opinion shall be obtained upon the following points :

(1) You are requested to examine the situation in the North Corfu Strait immediately before October 22nd, 1946, from the point of view of (a) the position of the swept channel ; (b) the effectiveness of the mine-clearance previously carried out ; and (c) the risk of encountering floating mines in this Channel owing to the proximity of the old minefields, and to study the German documents in order to obtain information from them concerning the types of mines laid in those minefields.

(2) You are requested to examine the information and documents available concerning the navigation of the *Mauritius*, the *Saumarez* and the *Volage*, in order to ascertain what conclusions, if any, may be drawn concerning the identity of the type of mines which struck the two last-named vessels

le 13 novembre 1946. Déterminer le degré de certitude qui s'attache, de l'avis des experts, à ces présomptions.

3) Examen des renseignements et documents relatifs aux avaries subies par le *Saumarez* et le *Volage* et des fragments d'engin trouvés sur le *Volage* en vue de déterminer s'il en résulte quelques présomptions et lesquelles touchant la nature des mines qu'ont heurtées ces bâtiments. Déterminer le degré de certitude qui, de l'avis des experts, s'attache à ces présomptions.

4) Rechercher si *a)* de la position des mines draguées le 13 novembre 1946, *b)* du fait qu'un dragage complet des eaux albanaises dans cette région n'a pas été effectué à cette date, et *c)* du passage du *Mauritius*, le 22 octobre 1946, sans heurter aucune mine, on peut tirer quelques conclusions et lesquelles touchant l'existence d'un champ de mines méthodiquement établi et, selon le dispositif ainsi reconnu, touchant l'objectif auquel ce champ de mines paraît répondre.

5) De l'état des mines draguées le 13 novembre 1946, pouvez-vous tirer quelques conclusions et lesquelles au sujet de la date à laquelle ces mines ont été mouillées et, en particulier, au sujet de leur mouillage avant ou après le 22 octobre 1946 ?

6) Compte tenu des réponses, établies d'accord entre les Parties, aux questions relatives à la position du soleil à Sibenik les 17 et 18 octobre 1946 et sur la base des éléments du dossier, l'examen des circonstances de fait tenant *a)* à la date, *b)* à l'heure, *c)* au site, *d)* aux conditions de visibilité, *e)* à la situation des objets (navires, mines, antennes, rails), *f)* à leurs forme, couleur et dimensions, vous conduit-il à la conclusion que, dans les conditions où se trouvait le témoin Kovacic, il était possible d'observer le chargement et la présence de mines GY à bord de navires de la classe M, dans l'anse de Panikovac, ainsi que de rails sur ces navires ?

7) Déterminer :

a) le nombre de mines GY qu'un navire mouilleur de mines de la classe M peut charger ;

b) le temps nécessaire pour que deux navires de ce type disposant chacun d'un mât de charge et d'un treuil à vapeur et placés approximativement dans la position indiquée par le témoin Kovacic, prennent leur chargement complet de mines ;

with the type of mines discovered on November 13th, 1946, and to state how far, in your opinion, these conclusions can be regarded as valid.

(3) You are requested to examine the information and documents available relating to the damage suffered by the *Saumarez* and the *Volage*, and to the fragments of a mine found in the *Volage*, with a view to ascertaining what conclusions, if any, may be drawn regarding the types of mine which struck these vessels, and how far these conclusions can, in your opinion, be regarded as valid.

(4) You are requested to examine the questions whether it is possible to draw (a) from the position of the mines swept on November 13th, 1946; (b) from the fact that a complete mine-clearance of the Albanian waters in this area had not yet been carried out at that time; and (c) from the passage of the *Mauritius* on the 22nd October, 1946, without striking any mine, any conclusions, and, if so, what conclusions, regarding the existence of a methodically laid minefield and the object for which, in the light of the disposition of the mines, they appear to have been laid.

(5) From the state of the mines swept on November 13th, 1946, can you draw any conclusions, and, if so, what conclusions, as to the date on which they were moored, and, in particular, on the question whether they were moored before or after the 22nd October, 1946?

(6) Having regard to the replies given, by agreement between the Parties, to the questions concerning the position of the sun at Sibenik on October 17th and 18th, 1946, and on the basis of the documents in the case, does the examination of the factual circumstances concerning (a) the date, (b) the time of day, (c) the lie of the land, (d) the conditions of visibility, (e) the position of the objects (ships, mines, horns, rails), (f) their form, colour and dimensions, lead you to the conclusion that, in the circumstances in which the witness Kovacic was situated, it was possible for him to see the loading and the presence of GY mines on board two ships of the M-class in Panikovac Cove and the rails on the ships?

(7) You are requested to state your opinion as to

(a) the number of GY mines which a minelayer of the M-class could load;

(b) the time required by two ships of this class, each possessing a derrick and a steam winch, and lying approximately in the positions indicated by the witness Kovacic, to take their complete load of mines; and

c) si les mines type GY sont normalement pourvues d'antennes quand elles sont chargées sur le navire ou si, au contraire, les antennes doivent normalement être fixées sur les mines au moment du mouillage.

8) En supposant que les mines découvertes le 13 novembre 1946 aient été mouillées à quelque moment, au cours des quelques mois précédents, quel que soit l'auteur de ce fait, étudier les renseignements que l'on possède sur a) le nombre et la nature de ces mines, b) les moyens de les mouiller, et c) le temps nécessaire à cet effet, compte tenu des différents états de la mer, des circonstances locales et des différentes circonstances atmosphériques, et déterminer si l'on peut, de cette étude, tirer quelques conclusions et lesquelles au sujet (i) des moyens employés pour l'établissement du champ de mines découvert le 13 novembre 1946, et (ii) de la possibilité de mouiller ces mines par ces moyens sans que les autorités albanaises en aient eu connaissance, compte tenu des moyens de surveillance existant dans la région de Saranda.

II. L'expertise est confiée à un Comité d'experts composé du capitaine de vaisseau chef de division J. Bull, de la Marine royale norvégienne, du capitaine de vaisseau chef de division S. A. Forshell, de la Marine royale suédoise, du capitaine de corvette S. J. W. Elfferich, de la Marine royale néerlandaise.

Les experts éliront parmi eux le président du Comité.

III. Après avoir accepté sa mission, chaque expert prendra devant la Cour l'engagement suivant :

« Je déclare solennellement, en tout honneur et en toute conscience, que j'accomplirai en toute sincérité ma mission et que je m'abstiendrai soit de divulguer soit d'utiliser en dehors de la Cour les secrets d'ordre militaire ou technique dont j'aurais obtenu connaissance dans l'accomplissement de ma mission. »

IV. Le Greffier pourvoira au secrétariat du Comité d'experts. Il pourra désigner à cet effet un fonctionnaire supérieur du Greffe.

V. Le Greffier tiendra à la disposition des experts toutes les pièces de la procédure écrite, les documents déposés et les comptes rendus des audiences publiques.

VI. Les experts auront présent à l'esprit que l'objet de leur mission n'est pas de faire un exposé scientifique ou technique des problèmes qu'ils rencontreront, mais de donner à la Cour une opinion précise et concrète sur les points qui leur sont soumis.

VII. Les experts ne se borneront pas à faire connaître les conclusions auxquelles ils auront abouti ; ils devront également,

(c) whether GY mines are normally fitted with horns when they are loaded on ships, or whether, on the contrary, they normally have to be fitted with the horns at the time when they are moored.

(8) On the assumption that the mines discovered on November 13th, 1946, were laid at some date within the few preceding months, whoever may have laid them, you are requested to examine the information available regarding (a) the number and the nature of the mines, (b) the means for laying them, and (c) the time required to do so, having regard to the different states of the sea, the conditions of the locality, and the different weather conditions, and to ascertain whether it is possible in that way to draw any conclusions, and, if so, what conclusions, in regard to (i) the means employed for laying the minefield discovered on November 13th, 1946, and to (ii) the possibility of mooring those mines with those means without the Albanian authorities being aware of it, having regard to the extent of the measures of vigilance existing in the Saranda region.

II. The duty of giving the expert opinion shall be entrusted to a Committee of Experts composed of Commodore J. Bull, of the Royal Norwegian Navy, Commodore S. A. Forshell, of the Royal Swedish Navy, and Lieutenant-Commander S. J. W. Elfferich, of the Royal Netherlands Navy.

The Experts shall elect a chairman from amongst their number

III. After undertaking to serve, each Expert shall make in Court the following declaration :

"I solemnly declare upon my honour and conscience that I will perform my duties in all sincerity and will abstain from divulging or using, outside the Court, any secrets of a military or technical nature which may come to my knowledge in the course of the performance of my task."

IV. The Registrar shall be responsible for the secretarial arrangements of the Committee of Experts. He may appoint a high official of the Registry to perform these duties.

V. The Registrar shall place the pleadings, the documents filed and the verbatim record of public sittings at the disposal of the Experts.

VI. The Experts shall bear in mind that their task is not to prepare a scientific or technical statement of the problems involved, but to give to the Court a precise and concrete opinion upon the points submitted to them.

VII. The Experts shall not limit themselves to stating their findings ; they will also, as far as possible, give the reasons for these

dans toute la mesure nécessaire pour éclairer pleinement la Cour sur la portée de leurs conclusions, exposer les motifs qui les auront conduits à adopter celles-ci. Le cas échéant, ils feront connaître leurs doutes ou leurs divergences.

VIII. Les experts déposeront leur rapport au Greffe au plus tard le 10 janvier 1949. Le rapport sera communiqué aux agents des Parties par les soins du Greffe.

IX. La Cour se réserve de poser de nouvelles questions aux experts si elle le juge utile.

Fait en français et en anglais, le texte anglais faisant foi, au Palais de la Paix, à La Haye, le dix-sept décembre mil neuf cent quarante-huit, en trois exemplaires, dont l'un restera déposé aux archives de la Cour et dont les autres seront remis aux agents du Gouvernement de la République populaire d'Albanie et du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Le Président de la Cour,

(Signé) J. G. GUERRERO.

Le Greffier de la Cour,

(Signé) E. HAMBRO.

findings in order to make their true significance apparent to the Court. If need be, they will mention any doubts or differences of opinion amongst them.

VIII. The Experts shall file their report in the Registry, at the latest, on the 10th of January, 1949. The report shall be communicated by the Registry to the Agents of the Parties.

IX. The Court reserves the right to put further questions to the Experts if it thinks fit.

Done in French and English, the English text being authoritative, at the Peace Palace, The Hague, this seventeenth day of December, nineteen hundred and forty-eight, in three copies, one of which shall be placed in the archives of the Court, and the others handed to the Agents of the Government of the People's Republic of Albania and of the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland respectively.

(Signed) J. G. GUERRERO,
President.

(Signed) E. HAMBRO,
Registrar.